

Quid du sens des réalités dans la politique des transports ?

16.02.2011

D'un coup d'oeil

L'Initiative des Alpes se lance dans la surenchère. Elle propose tout bonnement de fermer le tunnel du Gothard aux poids lourds. Cette proposition arrive au moment où les doutes se font de plus en plus sérieux sur la possibilité de maintenir des échanges économiques et sociaux suffisants entre le Tessin et la Suisse alémanique ou entre la Suisse et l'étranger durant l'assainissement du tunnel du Gothard.

L'initiative des Alpes préconise le transfert définitif des poids lourds de la route au rail entre Erstfeld et Biasca. Cette idée est originale par certains côtés, mais pas vraiment réaliste. Une grande partie du trafic de marchandises transalpin transite déjà par le train – plus de 60 % des marchandises, en tonnes nettes, traversent les Alpes en train. L'objectif fixé dans la loi sur le transport de marchandises, qui limite le nombre de poids lourds traversant les Alpes au chiffre (arbitraire) de 650 000 par an, n'est pas atteint depuis des années. Réduire à zéro le nombre de poids lourds qui empruntent le tunnel est encore moins réalisable.

La circulation n'est pas une fin en soi. Les flux de trafic reflètent les réalités économiques et sociales. Il faut donc se poser la question de savoir si et comment ces flux peuvent ou doivent être influencés. Une évaluation globale de la politique des transports doit prendre en considération les avantages et les inconvénients des différents modes de transports. Le trafic de marchandises ferroviaires est efficace principalement pour des volumes importants sur de longues distances. C'est pour ce type de transports qu'il doit être utilisé et c'est le cas aujourd'hui. Des tentatives de pilotage trop éloignée de la réalité ont plutôt tendance à induire des distorsions et à réduire l'efficacité du système.

Une mobilité des marchandises et des personnes à la fois efficiente et fiable reste l'objectif principal, avec un choix du mode de transport qui doit être laissé à l'utilisateur. Dans cette optique, une confiance accrue dans les vertus du marché serait souhaitable.